

ENJEU SÉCURITÉ - Sécurité des Français : un bilan 2023 désastreux - et truqué

TOUJOURS moins capables de sécuriser les Français, mais contraints d'avouer au moins une part de leur triste bilan de 2023, les présents dirigeants du ministère de l'Intérieur continuent de le falsifier, pour en édulcorer les effets désastreux sur l'opinion. Ce que nous prouvons ci-dessous, avec les propres chiffres du ministère, exposés de façon véridique.

D'abord, cet avertissement au public. En France, le ministère de l'Intérieur publie ses propres données sur l'évolution de la criminalité, gentiment baptisée "délinquance" pour anesthésier l'électeur. Loin d'être diffusés par un organisme indépendant, sous le contrôle d'experts reconnus - comme dans chaque grand pays de l'Union européenne - ces chiffres sont l'invérifiable apanage du seul ministère de l'Intérieur, qui peut les manipuler à son gré sans nul contrôle - et qui ne s'en prive pas, comme nous le prouverons.

Tout État de droit publie aussi de complémentaires enquêtes dites "de victimation" sur la criminalité vraiment subie par la population ; en comparaison du travail policier et de justice. Or ce système, aboli en France sous MM. Macron et Philippe, sera bientôt remplacé par un dispositif fictif, lui aussi à 100% issu de l'Intérieur. Propagande officielle, 100% ; vision critique-balancée, 0%.

Pour la statistique criminelle, la France s'inspire clairement de la Corée du nord.

Une preuve aveuglante. L'ÉTAT 4001, système de comptage des infractions du ministère de l'Intérieur, dispose de 4 index consacrés aux cambriolages, pire cauchemar sécuritaire des Français. Index 27, résidences principales ; §28 résidences secondaires ; §29, locaux industriels, commerciaux et financiers ; §30, autres lieux (hangars agricoles, etc.). Depuis les confinements, etc., de l'ère COVID, les cambriolages des § 29 et 30 ont explosé, car la population sort moins, télétravaille, etc. Aussi, par économie d'énergie, les rues sont moins éclairées, ce qui facilite le pillage de tout local ne servant que de jour, donc vide la nuit.

Or l'Intérieur (qui bien sûr, dispose de tous les chiffres) ne publie que ceux du seul §28 (résidences principales), censurant tout le reste. Voici donc, après une correction effectuée avec les propres chiffres de l'Intérieur, camouflés aux Français, le bilan réel des cambriolages en France en 2023. Chiffre avoué par l'Intérieur (§28) 217 600 cambriolages ; plus deux qu'il censure, §28, 29 et 30 (désormais \pm 50% de l'ensemble) 130 560. Total des cambriolages connus de l'Intérieur, 348 160.

Mais tous ne sont pas connus, chaque cambriolé ne portant pas plainte. Un "chiffre noir" estimé par les sociétés d'assurances à 37% des victimes, 128 800 cambriolages. Total des effractions réellement subies par les Français en 2023, dans quelque local que ce soit ; déclarées ou non, \pm 476 960. 1 306 cambriolages par jour, 54 par heure (presque un par minute). Telle est l'ampleur du camouflage/mensonge de l'Intérieur.

Autre infraction inquiétante pour les Français, les "Coups et blessures volontaires" (C&BV) - décodeur : se faire casser la figure, voire lyncher. Ne prenons ici que ceux commis hors du cadre familial : connus pour 2023, 171 500, total ayant bondi de + 26% depuis 2018 (années-Macron). Ce sont les seuls C&BV connus des autorités ; le total réel ("chiffre noir") dépasse les 500 000, \pm 1 400 par jour, quasiment un par minute.

Les homicides maintenant.

Insistons : l'instauration de la médecine d'urgence impose d'agglomérer ces homicides et tentatives : moins de morts et plus de blessés sérieux, par arme blanche, arme à feu, etc. Toujours dans les années-Macron (2018-2023) ces homicides plus tentatives (2018 : 3 313 ; 2023 : 5 065) bondissent de + 53%. Dans les Bouches-du-Rhône et Marseille, de 2022 à 2023, les homicides + tentatives, explosent de + 117% (de 76 à 165). Pour toute la France, homicides + tentatives, de 2022 à 2023, + 18%.

Pris ensemble, ces chiffres sont les pires depuis des décennies ; parfois, depuis que le comptage officiel existe. Ils sont clairement inexcusables ; s'ils disposaient d'une minimale décence, ceux qui n'ont pu, ni prévoir, ni empêcher ces vagues criminelles devraient démissionner puis se taire, au lieu de parader dans les médias.

Or tout cela, l'opinion le ressent parfaitement (*Le Figaro*, 26/01/2024) : 66% des Français ressentent, souvent ou parfois, l'insécurité. (*Les Échos*, 1/12/2023), fin 2020, 58% des sondés estimaient qu'en France, la sécurité se dégradait ; fin 2023, ils sont 78%.

On ne peut mentir à tout le monde tout le temps, disait Lincoln.

Attendons la suite. ■